

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 701

21 DECEMBRE 1992. — Décret organique créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Constituent des fonds budgétaires au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les fonds inscrits au tableau annexé au présent décret, avec indication de la nature des recettes affectées et de l'objet des dépenses autorisées.

Les dispositions décrétales, légales et autres, relatives aux fonds budgétaires visés à l'alinéa 1er, restent d'application, pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les dispositions du présent décret organique, ni avec celles de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991.

L'Exécutif peut coordonner les dispositions qui sont maintenues.

L'Exécutif peut apporter au tableau annexé au présent décret les modifications nécessaires pour les mettre en concordance lors d'une modification décrétales ou du remplacement d'un décret.

Art. 2. Il est créé un « Fonds destiné au financement des centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception de ceux de la Région de langue allemande ». Il est désigné par l'indice A.

Ce Fonds est alimenté par la contribution de la Région wallonne visée à l'article 105 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et destiné à financer les centres publics d'aide sociale de la Région wallonne à l'exception de ceux de la Région de langue allemande.

Art. 3. Il est créé un « Fonds d'aide aux politiques sociales et de santé », désigné par l'indice A. Ce fonds est alimenté par des dons divers, des interventions de personnes publiques ou privées.

Peuvent y être imputées des dépenses de subventionnement de fonctionnement, d'équipement ou d'investissement afférentes aux politiques des handicapés, de la famille, du troisième âge, de l'immigration et de l'aide sociale autre que celle relative à la protection de la jeunesse.

Art. 4. § 1er. Les soldes et les encours d'engagements existant au 31 décembre 1992 sur les fonds figurant dans les sections particulières du Budget des Dépenses relatif à l'année budgétaire 1992, tableaux 2 et 3, et qui ne sont plus mentionnés dans la section particulière du Budget général des Dépenses relatifs à l'exercice 1993, sont transférés sur les allocations de base correspondantes, en ce compris les crédits variables, dans les budgets administratifs, selon le tableau de concordance joint en annexe II. Ces soldes ne peuvent, chacun pour ce qui le concerne, servir qu'à apurer l'encours des engagements existant au 31 décembre 1992 sur les fonds supprimés.

Il peut être disposé de ces soldes dès le 1er janvier 1993.

§ 2. Les fonds budgétaires figurant dans les sections particulières du Budget des Dépenses relatif à l'année budgétaire 1992 et qui ne sont plus mentionnés dans la section particulière du Budget général des Dépenses relatif à l'année budgétaire 1993 et qui énumérés dans l'annexe III au présent décret, sont supprimés à la date du 1er janvier 1993. Toutefois, ils sont, le cas échéant, maintenus en activité, dans la stricte mesure des nécessités entraînées par leur liquidation, au-delà de cette date et au plus tard jusqu'au 30 juin 1993.

Art. 5. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds budgétaires inscrits au tableau annexé au présent décret est indiqué à la suite de la dénomination de chacun de ces fonds.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre-président sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 1992.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN

(1) Session 1992-1993

Documents du Conseil. — Nos 72, n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 17 et 18 décembre 1992. — Adoption. Séance du 18 décembre 1992.

Annexe I

**Liste des fonds budgétaires au sens de l'article 45
des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991**

Ministère de la Culture et des Affaires sociales

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
1. Fonds de remploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt (A).	Indemnités pour dégâts occasionnés lors d'un prêt de matériel. Produit de la vente de matériel déclassé.	Frais de réparation du matériel prêté : achat de pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel endommagé. Achat de matériel similaire à celui non restitué.
2. Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A).	Versements en provenance de l'ONE.	Subventionnement de centres de vacances.
3. Fonds de l'édition du livre (B).	Remboursements de prêts accordés par la Communauté française à des éditeurs.	Prêts octroyés à des éditeurs en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988.
4. Fonds d'aide à la diffusion (B).	Remboursements de prêts octroyés par la Communauté française à des librairies, en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991.	Octroi de prêts sans intérêts et de subsides aux librairies ou à leurs associations professionnelles en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991.
5. Fonds des Centres de lecture de la Communauté française et de la Bibliothèque publique centrale de la Communauté française (C).	Perception de droits d'inscription, de taxes, de prêts et d'amendes pour perte ou retard.	Achat d'ouvrages, de périodiques. Acquisition de supports informatiques. Dépenses relatives à la promotion des Centres de lecture publique et de la Bibliothèque publique centrale de la Communauté française.
6. Fonds pour la formation socio-culturelle (C).	Perception de droits d'inscription de particuliers, d'institutions privées et parfois de pouvoirs publics pour des activités de formation organisées à l'initiative du Service de la Formation d'animateurs socio-culturels. Frais inhérents à la participation à ces formations, comme les repas ou l'hébergement.	Frais de fonctionnement, de nourriture, d'hébergement. Achat de matériel destiné à ces formations.
7. Fonds d'aide à la création radiophonique (B).	Contribution de la Radio et Télévision belge (RTBF) conformément à l'article 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 fixant des règles particulières quant à l'utilisation des ressources en provenance de la publicité commerciale dans les programmes de la RTBF et des radios privées autorisées à insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes sonores, conformément à l'article 2, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées.	Subventionnement de projets d'émissions radiophoniques en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991 fixant les modalités relatives au fonds d'aide à la création radiophonique.
8. Fonds de développement de la presse écrite (A).	— Indemnisation éventuellement due par la RTBF en application de l'article 20 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la RTBF modifié par le décret du 4 juillet 1989 et de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radio-distribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. — Recettes en provenance de la publicité commerciale à la radio et à la télévision au profit de la presse	Aide à la presse écrite à titre de compensation forfaitaire de la perte de revenus due à l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision.

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
	écrite en vertu de l'article 17 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.	
9. Service d'intendance du Centre de Formation socio-culturelle de Rossignol (C).	Recettes provenant de la location des locaux et de l'hébergement des stagiaires participant à des formations, des colloques.	Frais de fonctionnement du centre.
10. Fonds d'exploitation du Centre culturel « Marcel Hicter » à La Marlagne (C)†	Recettes provenant de la location et de l'hébergement des stagiaires participant à des colloques, des séminaires.	Frais de fonctionnement du centre.
11. Service d'intendance du Centre de Formation socio-culturelle de Sérroule (C).	Recettes provenant de la location des locaux et de l'hébergement des stagiaires participant à des colloques, séminaires.	Frais de fonctionnement du centre.
12. Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du FIPI (C).	Recettes provenant de la Loterie nationale dans le cadre du Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés (national).	Subventionnement des activités menées dans le cadre du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés.

Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
1. Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (C).	Remboursements de prêts octroyés par la Communauté française aux agents en activités de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie.	Prêts consentis aux agents en activité de services, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie qui se trouvent dans une situation pécuniaire difficile résultant de maladies, d'accidents ou d'autres événements malheureux qui nécessitent des dépenses élevées hors de rapport avec les ressources des intéressés.
2. Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A).	Dons, legs, interventions de personnes publiques ou privées, notamment en provenance de la Loterie nationale.	Financement de projets en matière d'immigration dans le domaine de l'enseignement.
3. Fonds de la recherche scientifique (B).	Recettes diverses, dons, legs, subventions, interventions de la Loterie nationale.	Dépenses relatives au développement et au financement de la recherche scientifique.
4. Fonds pour la Formation et la réinsertion professionnelles (C).	Aides accordées par le Fonds social européen pour la réalisation de programmes ou d'actions de formation et de réinsertion professionnelles. Intérêts produits par le placement des sommes allouées par le Fonds social européen.	Financement de programmes ou d'actions de formation et de réinsertion professionnelle, que le FSE subsidie par le canal de la Communauté et qui sont menées par les différents opérateurs publics ou privés reconnus à cette fin.
5. Intervention du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit (C).	Interventions du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit.	Paiement de dépenses de fonctionnement, d'équipement, de rémunérations, d'allocations et d'indemnités, de subventions de fonctionnement, de subventions-traitements.
6. Fonds créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991 (B).	Recettes provenant de la réalisation de conventions passées avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations,	Dotation globale pour des dépenses de fonctionnement.
7. Fonds créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale officiels subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991 (B).	Recettes provenant de la réalisation de conventions passées avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations.	Subventions pour des dépenses de fonctionnement.

	1992	1993
8. Fonds créé pour l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale libres subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991 (B).	Recettes provenant de la réalisation de conventions passées avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations,	Subvention pour des dépenses de fonctionnement.

Annexe II

Table de concordance

**Fonds du Ministère de la Culture et des Affaires sociales
inscrits à la section particulière en 1992
et liste des allocations de base ou crédits variables succédant, en 1993, à chacun d'eux**

	1992	1993
60.01 A	Fonds spécial créé en vue du paiement des frais d'entretien et de traitement d'indigents belges et étrangers (aliénés, séquestrés à domicile, tuberculose et cancéreux) (loi du 27 juin 1956 modifiée par la loi du 3 avril 1965)	DO 43, PA 31, AB 34.01 DO 25, PA 11, AB 33.07
60.04 A	Fonds de subventionnement des centres de vacances	
60.08 A	Fonds destiné à intensifier la lutte contre la tuberculose dans la Communauté française (lois des 1er août 1930 et 26 décembre 1956)	DO 22, PA 27, AB 52.45
60.10 A	Fonds de valorisation des Lacs de l'Eau d'Heure (gestion)	DO 74, PA 13, AB 33.01
60.11 A	Fonds de valorisation des Lacs de l'Eau d'Heure (investissements)	DO 74, PA 13, AB 52.01
66.03 A	Fonds pour les investissements touristiques	Transfert à l'établissement
66.11 A	Fonds de remploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt	DO 61, PA 06, AB 12.32
66.12 B	Fonds de l'édition du livre	DO 63, PA 51, AB 81.02
66.19 C	Fonds pour la formation socio-culturelle	DO 64, PA 41, AB 12.51
66.20 C	Fonds des centres de lecture publique de la Communauté française et de la Bibliothèque publique centrale de la Communauté française	DO 63, PA 12, AB 12.30
66.22 A	Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération et des frais d'organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêts publics soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 mars 1954	DO 31, PA 02, AB 03.01 DO 63, PA 51, AB 81.04
66.32 B	Fonds d'aide à la diffusion	DO 65, PA 34, AB 31.01
66.35 B	Fonds d'aide à la création radiophonique	DO 65, PA 41, AB 31.02
66.41 A	Fonds de développement de la presse écrite	
66.45 C	Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du F.I.P.I.	DO 61, PA 17, AB 33.49 DO 66, PA 14, AB 74.80 et 74.81
70.06 A	Caisse du Musée de Mariemont (arrêté du 28 décembre 1942)	
70.08 A	Caisse du Musée de Senefé (article 8 du décret budgétaire du 10 juillet 1981 de la Communauté française)	DO 66, PA 14, AB 74.80 et 74.81
70.11 C	Service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol	DO 61, PA 18, AB 12.52
70.12 C	Fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » à La Marlagne	DO 61, PA 18, AB 12.10
70.13 C	Service d'intendance du Centre de formation socio-culturelle de Séroule	DO 61, PA 18, AB 12.53

**Fonds du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation
inscrits à la section particulière en 1992
et liste des allocations de base ou crédits variables succédant, en 1993, à chacun d'eux**

	1992	1993
60.21 A	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective : (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965) : programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative ministérielle	DO 95, PA 20, AB 31.01 et 31.07
60.23 A	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective : (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 et par la convention du 8 avril 1965) : programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative des chercheurs.	DO 95, PA 20, AB 31.03 et 31.07
60.40 C	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986 : Université de Liège (loi du 27 juillet 1971)	DO 54, PA 12, AB 61.05
60.41 A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986 : Université de Mons (loi du 27 juillet 1971)	DO 54, PA 12, AB 61.05
60.42 A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986 : Faculté des Sciences agronomiques à Gembloux (loi du 27 juillet 1971)	DO 54, PA 12, AB 61.05
60.44 A	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. Installations d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées au frais de la Communauté. Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971)	DO 54, PA 13, AB 21.01 et 21.02
60.45 A	Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. Universités libres ou autres institutions universitaires libres. Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971)	DO 54, PA 22, AB 44.07, 44.08, 44.09, 44.10 et 44.11 DO 54, PA 11, AB 60.01
60.46 A	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. Universités libres ou autres institutions universitaires libres. Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971)	DO 54, PA 22, AB 44.07, 44.08, 44.09, 44.10 et 44.11 DO 54, PA 11, AB 60.01
63.02 C	Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie	DO 40, PA 03, AB 82.01
66.10 C	Fonds spéciaux destinés au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêts publics soumis aux lois du 10 juin 1973 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux et paracommunautaires	DO 40, PA 04, AB 03.01
66.26 A	Fonds destiné à l'affectation des recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté, gérés par le service des transports scolaires	DO 91, PA 12, AB 12.22 DO 40, PA 73, AB 01.05
66.28 A	Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration	
66.33 A	Fonds destinés à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale de l'Etat et de la Communauté	DO 56, PA 23, AB 41.23
66.34 A	Fonds destinés à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale officiel subventionné	DO 56, PA 30, AB 43.23
66.35 A	Fonds destinés à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale libre subventionné	DO 56, PA 40, AB 44.23
66.47 B	Fonds de développement et de financement de la Recherche scientifique	DO 95, PA 36, AB 01.02

	1992	1993
66.50 C	Fonds pour la Formation et de la Réinsertion professionnelles (intervention du Fonds social européen)	DO 40, PA 73, AB 30.01
66.55 B	Article qui est alimenté par le produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège. Cette recette est affectée à l'octroi d'une subvention au Centre précité.	DO 54, PA 11, AB 41.16
66.56 B	Article créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale de la Communauté dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de Promotion sociale du 16 avril 1991	DO 56, PA 23, AB 41.24
66.57 B	Article créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale officiels subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de Promotion sociale du 16 avril 1991	DO 56, PA 30, AB 43.24
66.58 B	Article créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale libre subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de Promotion sociale du 16 avril 1991	DO 56, PA 40, AB 44.24
68.02 A	Intervention du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit, en vue du paiement de dépenses de fonctionnement, d'équipement, de rémunérations, allocations et indemnités, de subventions de fonctionnement et de subventions-traitements ou de dépenses de même nature	DO 40, PA 73, AB 40.01

Annexe III

Fonds figurant dans les sections particulières du budget des dépenses de 1992 et qui ne sont plus mentionnés dans la section particulière du budget général des dépenses de 1993

Ministère de la Culture et des Affaires sociales

60.01 A	Fonds spécial créé en vue du paiement des frais d'entretien et de traitement d'indigents belges et étrangers (aliénés, séquestrés à domicile, tuberculose et cancéreux) (loi du 27 juin 1956 modifiée par la loi du 3 avril 1965).
60.04 A	Fonds de subventionnement des centres de vacances.
60.08 A	Fonds destinés à intensifier la lutte contre la tuberculose dans la Communauté française (lois des 1er août 1930 et 26 décembre 1956).
60.10 A	Fonds de valorisation des Lacs de l'Eau d'Heure — « Gestion ».
60.11 A	Fonds de valorisation des Lacs de l'Eau d'Heure — « Investissements ».
60.20 A	Fonds des bâtiments administratifs.
66.01 A	Dotations destinées à organiser des manifestations d'ordre intellectuel et artistique au Château de Mariemont et subsidiairement à pourvoir à l'entretien et à la mise en valeur des collections (arrêté royal du 7 juillet 1924).
66.03 A	Fonds pour les investissements touristiques.
66.11 A	Fonds de emploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni et prêt.
66.12 B	Fonds de l'édition du livre.
66.15 A	Fonds de emploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt (secteur sport).
66.19 C	Fonds pour la formation socio-culturelle.
66.20 C	Fonds des centres de lecture publique de la Communauté française et de la bibliothèque publique centrale de la Communauté française.
66.21 A	Service de désinfection aux communes.
66.22 A	Fonds spécial destiné au paiement de la rémunération et des frais d'organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois des 10 juin 1937 et 16 avril 1954.
66.32 B	Fonds d'aide à la diffusion.
66.33 A	Fonds de restauration urgente des propriétés de la Communauté française.
66.35 B	Fonds d'aide à la création radiophonique.
66.41 A	Fonds de développement de la presse écrite.
66.42 B	Fonds ouvert au mécénat en faveur des métiers d'art.
66.45 C	Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du F.I.P.I.
70.06 A	Caisse du Château de Mariemont (arrêté du 28 décembre 1942).
78.08 A	Caisse du Musée de Seneffe (article 8 du décret budgétaire du 10 juillet 1981 de la Communauté française).
70.11 C	Service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol.
70.12 C	Fonds d'exploitation du centre culturel « Marcel Hicter » à la Marlagne.
70.13 C	Service d'intendance du Centre de formation socio-culturelle de Séroule.

Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation

- 60.21 A Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965) : programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative ministérielle.
- 60.23 A Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 8 avril 1965) : programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative des chercheurs.
- 60.40 A Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986 : Université de Liège (loi du 27 juillet 1971).
- 60.41 A Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986 : Université à Mons (loi du 27 juillet 1971).
- 60.42 A Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986 : Faculté des Sciences agronomiques à Gembloux (loi du 27 juillet 1971).
- 60.44 A Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971).
- 60.45 A Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire — Universités libres ou autres institutions universitaires libres — Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971).
- 60.46 A Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire — Universités libres ou autres institutions universitaires libres — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971).
- 60.55 A Opérations du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté en vue de couvrir les ordonnancements à provenir d'engagements pris par le Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat antérieurement au 1er janvier 1989, moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux Bâtiments scolaires.
- 60.56 A Opérations du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné en vue de couvrir les paiements de subventions à provenir de promesses fermes du Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux antérieures au 1er janvier 1989, moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8, § 4, du décret du 5 février 1990 relatif aux Bâtiments scolaires.
- 60.57 B Fonds immobilier pour les universités.
- 63.02 C Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie.
- 66.01 A Revenu du capital consacré à conserver les collections léguées à la Communauté pour l'Université de Liège par le baron Wittert et à augmenter les livres et gravures anciens et les livres chinois (arrêté royal du 14 mai 1903 et convention de rachat de rente perpétuelle intervenue le 10 mai 1938).
- 66.10 C Fonds spéciaux destinés au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux et paracommunautaires.
- 66.20 A Fonds destiné à l'affectation du produit des frais d'internat des élèves et étudiants belges et étrangers dont les parents ne résident pas en Belgique et qui fréquentent un internat annexé à un établissement d'enseignement de la Communauté.
- 66.21 A Fonds destiné à l'affectation du produit du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de la Communauté.
- 66.22 A Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement officiel subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants.
- 66.23 A Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement libre subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants.
- 66.24 A Fonds Wernaers destiné à l'affectation de recettes provenant du rapport de biens mobiliers et immobiliers permettant à des étudiants dans le domaine des études comptables et musicales soit de continuer leurs études, soit de bénéficier de l'octroi d'un prix annuel.
- 66.26 A Fonds destiné à l'affectation des recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté, gérés par le service des transports scolaires.
- 66.27 A Fonds destiné à l'affectation des recettes résultant de l'utilisation de locaux scolaires et de terrains, après les heures de cours par des associations pour l'organisation d'activités socio-culturelles propres, conformément à la circulaire ministérielle n° 901/VG8-1978 du 15 février 1978, au paiement des frais d'entretien et d'exploitation.
- 66.28 A Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration.

- 66.33 A Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale de l'Etat et de la Communauté.
- 66.34 A Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale officiel subventionné.
- 66.35 A Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale libre subventionné.
- 66.36 B Fonds destiné à la récupération de salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat, détaché en dehors de l'enseignement ainsi qu'à la récupération des sommes indûment payées en matière de salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires, du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et à celui de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat.
- 66.37 B Fonds destiné aux recettes à provenir de la vente de biens meubles et prestations diverses et recettes diverses en ce compris les remboursements d'avances de fonds excédentaires.
- 66.47 B Fonds de développement et de financement de la Recherche scientifique.
- 66.50 C Fonds pour la Formation et la Réinsertion professionnelles (interventions du Fonds social européen).
- 66.51 B Affectation des droits d'équivalence et d'homologation de diplômes de l'enseignement fondamental.
- 66.52 B Affectation des droits d'équivalence et d'homologation de diplômes et d'inscription aux jurys de l'enseignement secondaire.
- 66.53 B Affectation des droits d'équivalence et d'homologation de diplômes et d'inscription aux jurys de l'enseignement supérieur non universitaire.
- 66.54 B Affectation des droits d'équivalence et d'homologation de diplômes et d'inscription aux jurys de l'enseignement supérieur universitaire.
- 66.55 B Article qui est alimenté par le produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège. Cette recette est affecté à l'octroi d'une subvention au centre précité.
- 66.56 B Article créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale de la Communauté dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de Promotion sociale du 16 avril 1991.
- 66.57 B Article créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale officiels subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de Promotion sociale du 16 avril 1991.
- 66.58 B Article créé en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de Promotion sociale libre subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de Promotion sociale du 16 avril 1991.
- 66.59 B Article créé en vue de l'affectation du produit d'un emprunt pour les opérations immobilières nécessaires à la poursuite des programmes de transfert, aux extensions, constructions ainsi qu'aux opérations de transformation, modernisation et réparations importantes des installations immobilières universitaires.
- 68.02 A Intervention du Fonds social européen pour la réalisation de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelle par l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit, en vue du paiement de dépenses de fonctionnement, d'équipement, de rémunérations, allocations et indemnités, de subventions de fonctionnement et de subventions-traitements ou de dépenses de même nature.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

[C — 29117]

N. 93 — 701

21. DECEMBER 1992. — Organiek decreet houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap(1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De fondsen opgenomen in de bij dit decreet gevoegde tabel, met vermelding van de aard van de bestemde ontvangsten en het voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend, zijn begrotingsfondsen in de zin van artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

(1) Zitting 1992-1993

Stukken van de Raad. — Nrs. 72 — nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integrale verslagen. — Bespreking. — Vergaderingen van 17 en 18 december 1992. — Aanneming. — Vergadering van 18 december 1992.

De decreet-, wets- en andere bepalingen betreffende de begrotingsfondsen bedoeld in lid 1, blijven van toepassing, voor zover zij niet in strijd zijn noch met de bepalingen van dit organiek decreet, noch met die van artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De Executieve kan de bepalingen coördineren die behouden blijven.

De Executieve kan aan de bij dit decreet gevoegde tabel de nodige wijzigingen aanbrengen om die in overeenstemming te brengen naar aanleiding van de wijziging of de vervanging van een decreet.

Art. 2. Er wordt een "Fonds bestemd voor de financiering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest met uitzondering van die van het Duits taalgebied" opgericht. Het wordt met het teken A aangeduid.

Dit Fonds wordt gestijfd door de bijdrage van het Waalse Gewest bedoeld in artikel 105 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en bestemd voor de financiering van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Waalse Gewest met uitzondering van die van het Duits taalgebied.

Art. 3. Er wordt een "Steu fonds voor het sociaal beleid en het gezondheidsbeleid", door het teken A aangeduid, opgericht. Dit fonds wordt gestijfd door diverse schenkingen, door tegemoetkomingen van openbare of private personen.

Kunnen hierop worden aangerekend, uitgaven tot subsidiëring van de werking, de uitrusting of de investering met betrekking tot het beleid inzake gehandicapten, gezin, derde leeftijd, immigratie en maatschappelijke hulpverlening buiten die in verband met jeugdbescherming.

Art. 4. § 1. De saldi en encours van vastleggingen die op 31 december 1992 voorhanden waren op de fondsen die vermeld zijn in de afzonderlijke secties van de Uitgavenbegroting met betrekking tot het begrotingsjaar 1992, tabellen 2 en 3, en die niet meer vermeld zijn in de afzonderlijke sectie van de Algemene Uitgavenbegroting met betrekking tot het begrotingsjaar 1993, worden overgedragen op de overeenkomstige basisallocaties, met inbegrip van de veranderlijke kredieten, in de administratieve begrotingen, volgens de in bijlage II bijgevoegde concordantietabel. Die saldi kunnen, elk afzonderlijk, alleen dienen tot de aanzuivering van het encours van de vastleggingen dat op 31 december 1992 voorhanden was op de afgeschafte fondsen.

Over die saldi kan reeds vanaf 1 januari 1993 worden beschikt.

§ 2. De begrotingsfondsen die vermeld zijn in de afzonderlijke secties van de Uitgavenbegroting met betrekking tot het begrotingsjaar 1992 en die niet meer vermeld zijn in de afzonderlijke sectie van de Algemene Uitgavenbegroting met betrekking tot het begrotingsjaar 1993 en die in bijlage III van dit decreet opgesomd zijn, worden op 1 januari 1993 afgeschafte. In voorkomend geval worden ze echter, binnen de strikte perken van de noodzakelijkheid voortvloeiend uit hun vereffening, na die datum en uiterlijk tot 30 juni 1993, behouden.

Art. 5. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld bij de begrotingsfondsen opgenomen in de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangegeven naast de benaming van elk van die fondsen.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Minister-Voorzitter wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 1992.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

B. ANSELME

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

Bijlage 1

Lijst van de begrotingsfondsen in de zin van artikel 45 van de op 17 juli 1991
gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit

Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
1. Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel (A).	Vergoedingen voor schade aangericht bij de uitleening van materieel. Opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel.	Kosten voor herstelling van uitgeleend materieel: aankoop van onderdelen die noodzakelijk zijn voor de herstelling van het beschadigd materieel. Aankoop van materieel dat gelijksoortig is met het niet teruggegeven materieel.
2. Fonds voor betoelaging van vakantiecentra (A).	Stortingen van de ONE.	Betoelaging van vakantiecentra.
3. Fonds voor het uitgeven van boeken (B).	Terugbetaling van leningen toegestaan door de Franse Gemeenschap aan uitgevers.	Leningen toegestaan aan uitgevers bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988.
4. Steunfonds voor verspreiding (B).	Terugbetaling van leningen toegestaan door de Franse Gemeenschap aan boekhandelaars, bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991.	Toekenning van renteloze leningen en subsidies aan boekhandelaars of aan hun beroepsverenigingen bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991.
5. Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap (C).	Inning van geld voor inschrijving, taxen, uitleeningen en boeten voor verlies of vertraging.	Aankoop van werken, van periodieken. Aankoop van informatieca-dragers. Uitgaven met betrekking tot de bevordering van de centra voor openbare lektuurvoorziening en de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap.
6. Fonds voor socio-culturele vorming (C).	Inning van inschrijvingsrechten van particulieren, private instellingen en soms de overheid, voor vormingsactiviteiten die worden georganiseerd op initiatief van de Dienst voor opleiding van socio-culturele animators. Kosten die inherent zijn aan het deelnemen aan die vormingsactiviteiten, zoals maaltijden of huisvesting.	Kosten voor werking, voedsel, huisvesting. Aankoop van materieel bestemd voor die vormingsactiviteiten.
7. Steunfonds voor creatie op radio (B).	Bijdrage van de "Radio et Télévision belge (RTBF)" overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1991 tot vaststelling van bijzondere regels voor de bestemming van de inkomsten uit de commerciële reclame in de programma's van de RTBF en van de private radio's die ertoe werden gemachtigd commerciële reclame in hun klankprogramma's op te nemen,	Toekenning van toelagen voor projecten van radio-uitzendingen bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991 houdende bepaling van de modaliteiten met betrekking tot het steunfonds voor creatie op radio.

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
----------------------------------	----------------------------------	--

overeenkomstig artikel 2, § 3, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1991 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's.

- | | | |
|---|---|--|
| 8. Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A). | <p>- Vergoeding die eventueel door de RTBF verschuldigd is bij toepassing van artikel 20 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de RTBF, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989, en van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.</p> <p>- Inkomsten uit commerciële reclame op radio en televisie ten voordele van de geschreven pers krachtens artikel 17 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie- en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.</p> | Steun voor de geschreven pers als forfaitaire compensatie van de inkomstenderving die het gevolg is van het opnemen van commerciële reclame op radio en televisie. |
| 9. Beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol (C). | Inkomsten uit het verhuren van lokalen en de huisvesting van stagiairs die aan vormingsactiviteiten, colloquia deelnemen. | Werkingskosten van het centrum. |
| 10. Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C). | Inkomsten uit het verhuren van lokalen en de huisvesting van stagiairs die aan colloquia, seminaries deelnemen. | Werkingskosten van het centrum. |
| 11. Beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule (C). | Inkomsten uit het verhuren van lokalen en de huisvesting van stagiairs die aan colloquia, seminaries deelnemen. | Werkingskosten van het centrum. |
| 12. Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (C). | Inkomsten uit de Nationale Loterij in het kader van het (nationale) Impulsfonds voor het migrantenbeleid. | Betoelaging van de activiteiten gevoerd in het kader van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid. |

Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
----------------------------------	----------------------------------	--

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Leningsfonds voor de personeels leden in actieve dienst, de gepensioneerden en hun weduwe, rechtgebende op een overlevingspensioen (C). | Terugbetaling van leningen toegekend door de Franse Gemeenschap aan personeelsleden in actieve dienst, gepensioneerden en hun weduwen die een overlevingspensioen genieten. | Leningen toegekend aan personeelsleden in actieve dienst, gepensioneerden en hun weduwen die een overlevingspensioen genieten, die geldelijke moeilijkheden ondervinden ten gevolge van ziekte, ongeval of |
|--|---|--|

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
		andere ongelukkige gebeurtenissen en derhalve kosten moeten dragen die buiten verhouding staan tot hun bestaansmiddelen.
2. Impulsfonds voor het migrantenbelcid (A)	Giften, schenkingen, bijdragen van rechts- of privé-personen, o.m. de Nationale Loterij.	Financiering van projecten inzake onderwijs van migranten.
3. Fonds voor wetenschappelijk onderzoek (B).	Allerhande ontvangsten, giften, schenkingen, bijdrage van de Nationale Loterij.	Uitgaven voor ontwikkeling en financiering van het wetenschappelijk onderzoek.
4. Fonds voor de opleiding tot en de wederinschakeling in het beroepsleven (C).	Sleun van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven. Opbrengst van de belegging van de door dat Fonds toegekende bedragen.	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven, die het ESF subsidieert via de Gemeenschap en geleid worden door daartoe erkende overheids- of privé-operators.
5. Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven door onderwijs voor sociale promotie en secundair onderwijs met beperkt leerplan (C).	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven, via het onderwijs voor sociale promotie en het secundair onderwijs met beperkt leerplan.	Betaling van uitgaven voor werking en uitrusting, van wedden, toelagen, vergoedingen, werkings- en weddetoelagen.
6. Fonds ingesteld voor de aanwending van de ontvangsten van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie van de Gemeenschap (toepassing van de art. 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie dd. 16.4.1991) (B).	Ontvangsten door de verwezenlijking van overeenkomsten met andere onderwijsinstellingen, organisaties, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen.	Globale dotatie voor werkingsuitgaven.
7. Fonds ingesteld voor de aanwending van de ontvangsten van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie (toepassing van de art. 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie dd. 16.4.1991) (B).	Ontvangsten door de verwezenlijking van overeenkomsten met andere onderwijsinstellingen, organisaties, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen.	Toelage voor werkingsuitgaven
8. Fonds ingesteld voor de aanwending van de ontvangsten van de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie (toepassing van de art. 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie dd. 16.4.1991) (B).	Ontvangsten door de verwezenlijking van overeenkomsten met andere onderwijsinstellingen, organisaties, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen.	Toelage voor werkingsuitgaven.

Bijlage II

Concordantietabel

Fondsen van het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken ingeschreven in de afzonderlijke sectie in 1992 en lijst van de basisallocaties of veranderlijke kredieten waardoor elk ervan in 1993 vervangen werd

	1992	1993
60.01 A	Speciaal fonds opgericht tot betaling van onderhouds- en behandelingskosten voor Belgische en buitenlandse behoeftigen (krankzinnigen, thuis opgesloten, tuberculose- en kankerlijders) (wet van 27 juni 1956 gewijzigd bij de wet van 3 april 1965)	OA 43, AP 31, BA 34.01
60.04 A	Fonds voor betoelaging van vakantiecentra	OA 25, AP 11, BA 33.07
60.08 A	Fondsen bestemd om de strijd tegen tuberculose binnen de Franse Gemeenschap meer kracht bij te zetten (wetten van 1 augustus 1930 en van 26 december 1956)	OA 22, AP 27, BA 52.45
60.10 A	Fonds voor de herwaardering van de meren van "L'Eau d'Heure" (beheer)	OA 74, AP 13, BA 33.01
60.11 A	Fonds voor de herwaardering van de meren van "L'eau d'Heure" (investerings)	OA 74, AP 13, BA 52.01
66.03 A	Fonds voor toeristische investeringen	Overdracht naar het "Etablissement"
66.11 A	Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel.	OA 61, AP 06, BA 12.32
66.12 B	Fonds voor het uitgeven van boeken	OA 63, AP 51, BA 81.02
66.19 C	Fonds voor socio-culturele vorming	OA 64, AP 41, BA 12.51
66.20 C	Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap	OA 63, AP 12, BA 12.30
66.22 A	Speciaal Fonds voor de betaling van de bezoldiging en de kosten van de toezichtinstellingen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954	OA 31, AP 02, BA 03.01
66.32 B	Steunfonds voor verspreiding	OA 63, AP 51, BA 81.04
66.35 B	Steunfonds voor creatie op radio	OA 65, AP 34, BA 31.01
66.41 A	Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers	OA 65, AP 41, BA 31.02
66.45 C	Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid	OA 61, AP 17, BA 33.49
70.06 A	Kas van het Museum van Mariemont (besluit van 28 december 1942)	OA 66, AP 14, BA 74.80 en 74.81
70.08 A	Kas van het Museum van Senefve (artikel 8 van het begrotingsdecreet van 10 juli 1981 van de Franse Gemeenschap)	OA 66, AP 14, BA 74.80 en 74.81

	1992	1993
70.11 C	Beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol	OA 61, AP 18, BA 12.52
70.12 C	Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne	OA 61, AP 18, BA 12.10
70.13 C	Beheersdienst van het Centrum voor socio-culturele vorming van Séroule	OA 61, AP 18, BA 12.53

**Fondsen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming
die op de afzonderlijke sectie voorkwamen in 1992
en lijst van de basisallocaties of veranderlijke kredieten waardoor elk ervan in 1993 vervangen werd**

	1992	1993
60.21 A	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1965) : programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief	OA 95, AP 20, BA 31.01 - 31.07
60.23 A	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 januari 1965 en bij overeenkomst van 3 april 1965) : programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op initiatief van navorsers	OA 95, AP 20, BA 31.03 - 31.07
60.40 A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : "Université de Liège" (wet van 27 juli 1971)	OA 54, AP 12, BA 61.05
60.41 A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : "Université de Mons" (wet van 27 juli 1971)	OA 54, AP 12, BA 61.05
60.42 A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : "Faculté des sciences agronomiques à Gembloux" (wet van 27 juli 1971)	OA 54, AP 12, BA 61.05
60.44 A	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. - Inrichtingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap. - Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971)	OA 54, AP 13, BA 21.01 - 21.02

	1992	1993
60.45 A	Toelagen en financiële lasten voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek (wet van 27 juli 1971)	OA 54, AP 22, BA 44.07, 08, 09, 10, 11, AP 11, BA 60.01
60.46 A	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971)	OA 54, AP 22, BA 44.07, 08, 09, 10, 11, AP 11, BA 60.01
63.02 C	Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, de gepensioneerden en hun weduwe, rechthebbende op een overlevingspensioen	OA 40, AP 03, BA 82.01
66.10 C	Speciale fondsen bestemd voor het uitkeren van de bezoldiging en de onkosten van de controleorganen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en van 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale en paracommunautaire instellingen	OA 40, AP 04, BA 03.01
66.26 A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen, evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met voertuigen beheerd door de dienst voor leerlingenvervoer	OA 91, AP 12, BA 12.22
66.28 A	Impulsfonds voor het migrantenbeleid	OA 40, AP 73, BA 01.05
66.33 A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van leerlingen die onderwijs genieten in een onderwijsinrichting voor sociale promotie ingericht door het Rijk of door de Gemeenschap	OA 56, AP 23, BA 41.23
66.34 A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van leerlingen die onderwijs genieten in een officiële gesubsidieerde onderwijsinstelling voor sociale promotie	OA 56, AP 30, BA 43.23
66.35 A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting voor sociale promotie	OA 56, AP 40, BA 44.23
66.47 B	Fonds voor ontwikkeling en financiering van het wetenschappelijk onderzoek	OA 95, AP 36, BA 01.02
66.50 C	Fonds voor de opleiding tot en de wederinschakeling in het beroepsleven (bijdragen Europees sociaal fonds)	OA 40, AP 73, BA 30.01
66.55 B	Artikel gestijfd door de retributie voor het betrekken van gebouwen van de Gemeenschap door "Centre hospitalier universitaire de Liège". Deze ontvangst dient voor de subsidiëring van voormeld centrum	OA 54, AP 11, BA 41.16
66.56 B	Artikel ingevoerd voor de aanwending van de ontvangsten van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie van de Gemeenschap (toepassing van de artikels 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16 april 1991)	OA 56, AP 23, BA 41.24
66.57 B	Artikel ingevoerd voor de aanwending van de ontvangsten van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie (toepassing van de artikels 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16 april 1991)	OA 56, AP 30, BA 43.24
66.58 B	Artikel ingevoerd voor de aanwending van de ontvangsten van de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie (toepassing van de artikels 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16 april 1991)	OA 56, AP 40, BA 44.24

	1992	1993
--	------	------

- 68.02 A Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven door onderwijs voor sociale promotie en secundair onderwijs met beperkt leerplan. Bedoelde bijdrage is bestemd voor de betaling van de werkings- en uitrustingskosten, wedden, toelagen en vergoedingen, werkings- en weddetoelagen of gelijkaardige uitgaven OA 40, AP 73, BA 40.01

Bijlage III

Fondsen die vermeld zijn in de afzonderlijke secties van de uitgavenbegroting van 1992 en die niet meer vermeld zijn in de afzonderlijke sectie van de algemene uitgavenbegroting van 1993

Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

- 60.01 A Speciaal fonds opgericht tot betaling van onderhouds- en behandelingskosten voor Belgische en buitenlandse behoeftigen (krankzinnigen, thuis opgesloten, tuberculose- en kankerlijders) (wet van 27 juni 1956 gewijzigd bij de wet van 3 april 1965).
- 60.04 A Fonds voor betoelaging van vakantiecentra.
- 60.08 A Fondsen bestemd om de strijd tegen tuberculose binnen de Franse Gemeenschap meer kracht bij te zetten (wet van 1 augustus 1930 en van 26 december 1956).
- 60.10 A Fonds voor de herwaardering van de meren van "L'Éau d'Heure" - "Behcer".
- 60.11 A Fonds voor de herwaardering van de meren van "L'Éau d'Heure" - "Investeringen".
- 60.20 A Fonds voor administratieve gebouwen.
- 66.01 A Dotatie bestemd om manifestaties te organiseren van intellectuele en artistieke aard in het Kasteel van Mariemont en in de tweede plaats om te voorzien in het onderhoud en de herwaardering van de verzamelingen (koninklijk besluit van 7 juli 1924).
- 66.03 A Fonds voor toeristische investeringen.
- 66.11 A Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel.
- 66.12 B Fonds voor het uitgeven van boeken.
- 66.15 A Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel (sportsector).
- 66.19 C Fonds voor socio-culturele vorming.
- 66.20 C Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap.
- 66.21 A Ontsmetingsdienst voor de gemeenten.
- 66.22 A Speciaal Fonds voor de betaling van de bezoldiging en de kosten van de toezichtinstellingen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en 16 maart 1954.
- 66.32 B Steunfondsen voor verspreiding.
- 66.33 A Fonds voor dringende restauratie van de eigendommen van de Franse Gemeenschap.
- 66.35 B Steunfondsen voor creatie op radio.
- 66.41 A Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers.
- 66.42 B Fonds, openstaande voor het meccenaat ten voordele van de kunstambachten.

- 66.45 C Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid.
- 70.06 A Kas van het Kasteel van Mariemont (besluit van 28 december 1942).
- 70.08 A Kas van het Museum van Seneffe (artikel 8 van het begrotingsdecreet van 10 juli 1981 van de Franse Gemeenschap).
- 70.11 C Beheersdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol.
- 70.12 C Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne.
- 70.13 C Beheersdienst van het Centrum voor socio-culturele vorming van Séroule.

Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

- 60.21 A Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1965) : programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief
- 60.23 A Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 januari 1965 en bij overeenkomst van 3 april 1965) : programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op initiatief van navorsers
- 60.40 A Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : "Université de Liège" (wet van 27 juli 1971)
- 60.41 A Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : "Université de Mons" (wet van 27 juli 1971)
- 60.42 A Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : "Faculté des sciences agronomiques à Gembloux" (wet van 27 juli 1971)
- 60.44 A Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971)
- 60.45 A Toelagen en financiële lasten voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek (wet van 27 juli 1971)
- 60.46 A Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971)
- 60.55 A Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap, voor het dekken van ordonnanceringskosten die voortvloeien uit vastleggingen, verricht vóór 1 januari 1989 door het Fonds voor Schoolgebouwen, na stijving door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen

- 60.56 A Verichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, voor de betaling van toelagen die voortvloeien uit vaste toezeggingen van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen, gedaan vóór 1 januari 1989, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4, van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen
- 60.57 B Gebouwenfonds voor de universiteiten
- 63.02 C Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, de gepensioneerden en hun weduwe, rechthabende op een overlevingspensioen
- 66.01 A Opbrengst van het kapitaal bestemd tot behoud van de verzamelingen aan de Gemeenschap overgemaakt voor de "Université de Liège" door baron Wittert en tot vermeerdering van de oude boeken en gravuren en van de Chinese boeken (koninklijk besluit van 14 mei 1903 en overeenkomst tot inkoop van eeuwigdurende rente gesloten op 10 mei 1938)
- 66.10 C Speciale fondsen bestemd voor het uitkeren van de bezoldiging en de onkosten van de controleorganen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en van 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale en paracommunautaire instellingen
- 66.20 A Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de internaatgelden van de Belgische en van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België verblijven en die in een internaat toegevoegd aan een onderwijsinstelling van de Gemeenschap zijn ondergebracht
- 66.21 A Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicileerd zijn en die onderwijs genieten in een onderwijsinstelling van de Gemeenschap
- 66.22 A Fonds bestemd voor de aanwending van het deel van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicileerd zijn en die onderwijs genieten in een officiële gesubsidieerde onderwijsinstelling, deel dat het bedrag overtreft der afhoudingen gedaan door deze instellingen uit hoofde van de werkingstoeelagen verschuldigd voor diezelfde leerlingen en studenten
- 66.23 A Fonds bestemd voor de aanwending van het deel van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicileerd zijn en die onderwijs genieten in een vrije gesubsidieerde onderwijsinstelling, deel dat het bedrag overtreft der afhoudingen gedaan door deze instellingen uit hoofde van de werkingstoeelagen verschuldigd voor diezelfde leerlingen en studenten
- 66.24 A Fonds Wernaers voor de aanwending van ontvangsten voortvloeiend uit de opbrengst van roerende en onroerende goederen, om studenten in accountancy of muziek in staat te stellen hun studie voort te zetten of een jaarlijkse prijs te bekomen
- 66.26 A Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen, evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met voertuigen beheerd door de dienst voor leerlingenvervoer
- 66.27 A Impulsfonds voor het migrantenbeleid betreffende het migrantenonderwijs
- 66.28 A Fonds voor de aanwending van ontvangsten ten gevolge van het gebruik van schoollokalen en gronden, na de schooluren, door verenigingen voor sociaal-culturele activiteiten, conform de ministeriële omzendbrief 901/VG8-1978 d.d. 15 februari 1978 voor de betaling van onderhouds- en bedrijfskosten
- 66.33 A Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van leerlingen die onderwijs genieten in een onderwijsinrichting voor sociale promotie ingericht door het Rijk of door de Gemeenschap
- 66.34 A Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van leerlingen die onderwijs genieten in een officiële gesubsidieerde onderwijsinrichting voor sociale promotie
- 66.35 A Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting voor sociale promotie
- 66.36 B Fondsen bestemd voor de opbrengst van de terugvordering van de lonen, wedden en weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen van de personeelsleden van het onderwijs van de Gemeenschap of de Staat en het door de Gemeenschap of de Staat gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs, en de opbrengst van de terugvordering van bedragen die ten onrechte werden betaald als lonen, wedden, weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen aan het personeel van het gemeenschaps- of rijksonderwijs en aan het personeel van het door de Gemeenschap of de Staat gesubsidieerd onderwijs

- 66.37 B Fonds bestemd voor de opbrengst van de verkoop van roerende goederen en van diverse prestaties en ontvangsten, met inbegrip van de terugbetaling van het surplus van geldvoorschotten
- 66.47 B Fonds voor ontwikkeling en financiering van het wetenschappelijk onderzoek
- 66.50 C Fonds voor de opleiding tot en de wederinschakeling in het beroepsleven (bijdragen Europees sociaal fonds)
- 66.51 C Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van diploma's van het basisonderwijs
- 66.52 B Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van de diploma's en van inschrijving voor de examencommissies van het secundair onderwijs
- 66.53 B Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van de diploma's en van inschrijving voor de examencommissies van het niet-universitair hoger onderwijs
- 66.54 B Aanwending van de rechten voor gelijkwaardigheid en homologatie van de diploma's en van inschrijving voor de examencommissies van het universitair hoger onderwijs
- 66.55 B Artikel gestijfd door de retributie voor het betrekken van gebouwen van de Gemeenschap door "Centre hospitalier universitaire de Liège". Deze ontvangst dient voor de subsidiëring van voormeld centrum
- 66.56 B Artikel ingevoerd voor de aanwending van de ontvangsten van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Gemeenschap (toepassing van de artikels 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16 april 1991)
- 66.57 B Artikel ingevoerd voor de aanwending van de ontvangsten van de officiële gesubsidieerde onderwijsinrichtingen voor sociale promotie (toepassing van de artikels 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16 april 1991)
- 66.58 B Artikel ingevoerd voor de aanwending van de ontvangsten van de vrije gesubsidieerde onderwijsinrichtingen voor sociale promotie (toepassing van de artikels 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16 april 1991)
- 66.59 B Artikel ingevoerd voor de aanwending van de opbrengst van een lening voor de onroerende verrichtingen met het oog op de voortzetting van de overhevelingen, op de uitbreidingen, bouwwerken en verbouwingen, de modernisering en grote herstellingen van universitaire onroerende installaties
- 68.02 A Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven door onderwijs voor sociale promotie en secundair onderwijs met beperkt leerplan. Bedoelde bijdrage is bestemd voor de betaling van de werkings- en uitrustingskosten, wedden, toelagen en vergoedingen, werkings- en weddetoelagen of gelijkaardige uitgaven

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 702

[C — 27115]

4 MARS 1993

Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'élevage d'oiseaux indigènes mutants

L'Exécutif régional wallon,

Vu la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles le 10 juin 1970, notamment l'article 7;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (79/409/CEE), notamment l'article 1er;

Vu la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, faite à Berne le 19 septembre 1979, notamment l'article 1er, point 1°;

Vu l'article 3 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

Considérant que les diverses dispositions internationales ne protègent pas les spécimens d'oiseaux qui n'existent pas à l'état sauvage;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'élevage d'oiseaux de volière en vue d'en arriver à réduire au maximum tout prélèvement de ces oiseaux dans la nature;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er;